



AUGUST  
23 ► 25  
2012

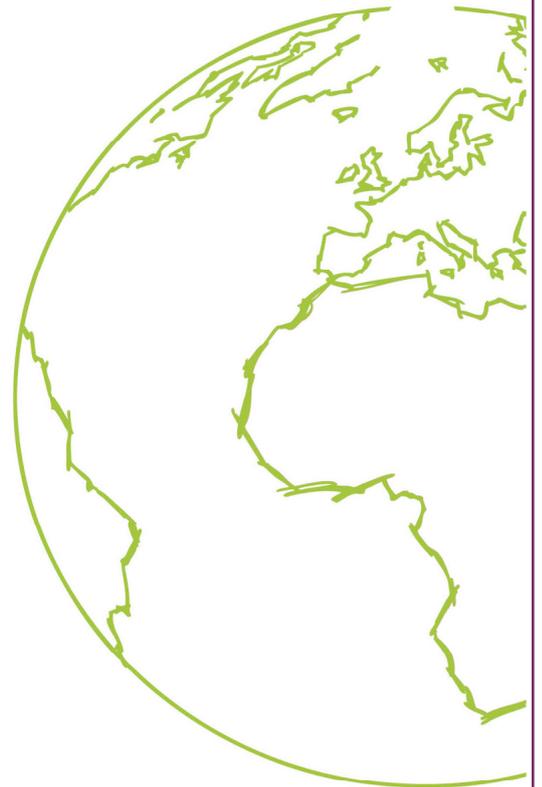
LOUVAIN-LA-NEUVE

Vers un monde  
durable et solidaire

Le Forum ONE PEOPLE ONE PLANET  
2012

« Homo consumens », les origines  
culturelles de la consommation sans  
fin

Conférence d'Olivier De Schutter



Think and act differently

## « Homo consumens : les origines culturelles de la consommation sans fin »

### Conférence d'Olivier De Schutter dans le cadre du Forum One People One Planet 2012

Je voudrais commencer par rappeler la question qui nous est posée et que Alain Tihon rappelait il y a un instant : « Quels sont les changements individuels et collectifs pour changer nos rapports à la nature, à l'économie, à la société ? »

Cette question est la bonne question. En effet, elle ne porte plus sur l'établissement d'un diagnostic mais propose plutôt que nous mettrons en quête de solutions. Elle ne demande pas simplement « quelle société voulons-nous ? », mais elle propose de nous interroger sur comment bâtir cette société, comment concevoir une transition vers elle. On passe du « what » au « how ». Le temps de l'action est arrivé.

Pourtant, c'est seulement à partir d'un diagnostic précis que l'on peut prescrire une cure. Il faut s'entendre sur ce qui a mal tourné. Je vais d'abord passer quelque temps à parler du mal être qui s'est emparé de nous dans une perspective rétrospective avant de parler d'avenir.

Je commencerai par ces trois géants intellectuels qui, au début du 20<sup>ème</sup> siècle, pour la première fois, se sont posés la question de la composante culturelle du capitalisme libéral : Georg Simmel qui publie en 1900 son traité de « Philosophie de l'argent », Max Weber qui publie en 1904-1905 un ouvrage majeur « L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme », et enfin Werner Sombart qui répond à Weber en 1913 par son livre « Le bourgeois ». Parue en 1920, la seconde édition de « L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme » de Max Weber inclut des réponses aux objections de Werner Sombart, le plus souvent dans des notes, et c'est cette édition-là qui nous est la plus connue.

La question de la composante culturelle du capitalisme libéral est posée par ces auteurs à un moment propice. En effet, au contraire des économistes actuels, ils avaient encore sous les yeux la société traditionnelle précapitaliste. Il suffisait qu'ils aillent voir dans les campagnes, qu'ils parlent avec la génération qui précédait la leur pour comprendre cette transition vers le capitalisme. De plus, en ce début de 20<sup>ème</sup> siècle, la classe ouvrière est intégrée peu à peu dans le capitalisme, les premières lois sociales ont été adoptées au cours des années 1880 et 1890 sous Bismarck. Du même coup, apparaît l'insuffisance d'une critique du capitalisme libéral qui se borne à une dénonciation des inégalités entre détenteurs du capital et non-propriétaires -- ceux qui vivent "au jour la journée", comme l'on disait alors, et qui doivent trouver du travail pour vivre. Cette critique n'est pas fautive, nous disent Simmel, Weber et Sombart. Mais elle ne va pas au cœur du malaise civilisationnel dont le capitalisme est la cause ; elle demeure trop superficielle et n'en atteint pas la dimension proprement anthropologique.

Des trois grandes figures que j'ai citées, Max Weber est sans doute l'auteur le plus important et le plus intéressant. Il a laissé un héritage considérable. Il y a bien sûr une interprétation un peu populaire et paresseuse de « L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme », qui verrait dans l'ouvrage la thèse que le protestantisme encourage un esprit matérialiste mieux adapté aux exigences du monde capitaliste. Cette interprétation est simpliste et incorrecte ; Weber la

réfute d'ailleurs explicitement. En réalité, l'originalité de Weber est de décrire la mentalité capitaliste orientée vers l'accumulation du profit comme une ascèse, une discipline, une règle de vie que l'individu s'impose et à laquelle il sacrifie toute sa vie pour gagner de l'argent.

Quelle est donc cette règle? Elle consiste pour l'individu à calculer sans cesse les couts d'opportunité qu'il y a à faire, du temps précieux dont il dispose, autre chose qu'accumuler. « L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme » commence d'ailleurs par évoquer les conseils que donne, dans plusieurs lettres, Benjamin Franklin à un jeune homme qui veut réussir dans la vie. Dans ces lettres de 1736 et 1748, Benjamin Franklin dit en substance: « Le temps c'est de l'argent. Tout le temps que tu ne consacres pas à en gagner est du temps perdu. Il y a des couts d'opportunité à faire autre chose ». Il insiste aussi sur le fait que l'argent que l'on n'investit pas afin qu'il produise des intérêts -- l'argent "qui dort" -- est de l'argent que l'on perd et il faut passer sa vie à calculer, à maximiser le gain. C'est cette règle de vie ascétique caractérise, selon Weber, l'esprit capitaliste.

Ainsi, ce ne serait pas la recherche effrénée du plaisir qui est à la source du capitalisme ; c'est presque l'inverse. C'est assez surprenant et différent de ce qu'on nous dit habituellement sur la naissance du capitalisme notamment avec les travaux de Bernard de Mandeville et « La fable des abeilles » (1723). Mandeville, un médecin hollandais, arrivé au Royaume-Uni, est une sorte de Machiavel de l'esprit bourgeois. Il imagine deux ruches, une ruche prospère et une ruche qui ne parvient pas à produire du miel. Il constate que la ruche qui marche le mieux est la ruche peuplée d'abeilles dont chacune recherche son intérêt égoïste, son propre profit, et qui veut toujours plus. L'autre ruche est faite d'abeilles qu'on pourrait dire altruistes : elles s'adonnent à la vertu, elles veulent aider le prochain -- et elles produisent moins. Provocateur, Mandeville l'était assurément: au lieu de dénoncer le vice, il en fait l'éloge, montrant que le comportement égoïste de chacun peut en fait conspirer, dans le dos des individus, au bien de la collectivité. Un demi-siècle plus tard, Adam Smith ne fera que reprendre cette idée dans son fameux ouvrage de 1776 sur les origines de la richesse des nations.

Or chez Weber, on ne trouve rien de tel. Il n'y a pas de recherche permanente, vorace et hédoniste, de satisfaction des ses intérêts personnels. Il y a une ascèse, un sacrifice de soi, une règle de vie monastique. Il l'énonce tel quel : « La réforme protestante fit sortir des couvents l'ascèse chrétienne rationnelle et sa règle de vie méthodique et l'exporta dans la vie professionnelle, venant imposer à chaque chrétien d'être un moine tout au long de sa vie. » En d'autres termes, nous devons, pour être de bons protestants et par là de bons agents capitalistes, oublier de vivre, consacrer toute notre énergie à gagner plus, à accumuler davantage.

Ceci, par parenthèse, est cohérent avec la thèse de la prédestination qu'on trouve chez Jean Calvin. Car au fond, la prédestination nous dispense d'être des saints: si au contraire, l'on voulait être un saint et se comporter de manière altruiste, l'on forcerait la main de Dieu en lui imposant d'ouvrir les portes du paradis. Il faut dès lors être modeste, respecter le plan que Dieu a formé pour nous, et faire ce qu'on est appelé à faire qui est peut-être d'accomplir sa vocation d'entrepreneur capitaliste.

Weber est aussi parfaitement compatible avec les thèses de Georg Simmel dans « Philosophie de l'argent ». Simmel décrit l'argent comme exprimant "la totalité des buts": fongible universel, l'argent peut donc être rapporté à toute fin quelconque que l'individu pourrait vouloir poursuivre, puisqu'il n'est en principe qu'un moyen d'acquérir ce qui permet de réaliser les fins que chacun se donne. Mais cette propriété remarquable est aussi de ce qui constitue son danger: avec la monétarisation de l'économie, non seulement la spécialisation des tâches et la division du travail peuvent-elles s'accroître au-delà de la fourniture réciproque de services sous forme de troc, mais en outre la porte est ouverte à l'accumulation infinie. Non seulement pour des raisons pratiques: la thésaurisation de la monnaie est plus aisée que l'accumulation de marchandises, même quand celles-ci (telles que les peaux ou le tabac, à certaines époques et dans certaines régions) ont le statut de "monnaie-marchandises". Mais aussi parce que l'accumulation de monnaie laisse ouverte la question des fins de l'individu, ne l'obligeant pas à se prononcer de manière définitive sur celles-ci: tant qu'il thésaurise, en vue d'un avenir qu'il prépare et auquel il sacrifie son présent, il lui est permis de ne pas se prononcer sur le type d'existence qu'il veut mener. Cette thésaurisation, cette accumulation, c'est donc aussi un moyen commode de compenser un manque d'imagination : si l'on accumule, c'est parce qu'on ne sait pas comment dépenser. Nous errons dans la vie sans but: alors, accumulons, car un jour peut-être, nous saurons que faire de cet argent amassé.

Chez Weber, il y a deux acquis majeurs mais aussi deux lacunes. Le premier acquis est la dimension socialement construite de la mentalité capitaliste. C'est l'idée que l'individu est naturellement bon et qu'il est perverti par la société. Weber dit que l'homme n'est pas naturellement obsédé par l'accumulation matérielle. C'est la société et en l'occurrence la mentalité protestante, l'ascèse qu'elle promeut et attend de chacun, qui oblige les individus à se sacrifier à cette tâche peu exaltante de gagner de l'argent. On y perd sa vie mais il faut éviter de forcer la main de Dieu. C'est quelque chose que l'individu subit et ne choisit pas.

Une deuxième idée centrale est de mettre en évidence le fait que sortir de l'esprit capitaliste pose un problème d'action collective : personne ne peut le faire seul. Weber emprunte à Darwin l'idée de la sélection naturelle et dit en substance : « si quelqu'un un jour décidait d'être moins productif, de ne pas faire les choix les plus rentables pour son entreprise, il serait éliminé par la concurrence économique ». Nous sommes tous dans cette prison dont, seul, aucun individu ne peut s'échapper, sauf à se mettre au ban de la société. Il faut donc une action collective, une action de la société sur elle-même, pour sortir de la cage. Avec Weber on touche déjà le cœur de la question du Forum « Quels sont les changements individuels et collectifs nécessaires pour changer nos rapports à la nature, à l'économie, à la société ? »

Mais Weber (qu'on me pardonne ce blasphème) présente aussi deux lacunes majeures. Première lacune : la dimension de la consommation est quasi absente. Weber établit une similitude entre l'entrepreneur capitaliste et le moine, l'un et l'autre obsédés par la quête maniaque et sans fin d'une vie sans plaisirs. Mais Weber nous donne à voir un capitalisme sans consommateurs: il manque à son tableau un élément majeur.

Pourtant, cet élément, Weber était proche de le mettre en avant. C'est le cas surtout là il est examiné le passage de la mentalité "traditionaliste" à la mentalité "capitaliste". A l'opposé de

la pensée capitaliste, la pensée traditionaliste est celle où, une fois ses besoins essentiels satisfaits, l'on ne cherche plus à augmenter ses gains, mais plutôt à réduire son investissement dans le travail. Ainsi de l'ouvrier agricole qui, lorsque la rémunération du travail aux pièces augmente, ne travaille pas davantage afin de profiter de l'aubaine, mais au contraire s'arrête de travailler une qu'il a atteint ce dont il pouvait se contenter avant cette augmentation :

"L'ouvrier payé 1 mark pour faucher un arpent, qui fauchait jusque là deux arpents et demi par jour et gagnait ainsi 2,5 marks quotidiens, ne se mit pas, comme on l'avait escompté, à faucher trois arpents pour profiter de l'occasion de gain supplémentaire quand le salaire à l'arpent fut augmenté de 25 pfennigs: au lieu de gagner ainsi 3,75 marks -- ce qui aurait parfaitement possible --, il ne fauchait plus que deux arpents par jour, parce qu'il gagnait ainsi 2,5 marks comme auparavant et 's'en contentait', comme il est dit dans la Bible" (p. 103).

Weber commente cet exemple dans les termes suivants : le gain supplémentaire qu'aurait pu réaliser l'ouvrier, dit-il, "l'attirait moins que la réduction de son travail; il ne se demandait pas combien il pouvait gagner par jour en fournissant le maximum de travail, mais quel travail il devait fournir pour gagner la somme -- 2,5 marks -- qu'il recevait jusque-là et qui couvrait ses besoins *traditionnels*" (p. 103). Les individus qui sont encore pris dans les rets de la pensée traditionaliste ont pour but de vivre, et seulement de manière secondaire, comme moyen d'existence, de faire de l'argent ; les individus qui ont adopté la mentalité capitaliste consacrent leur vie à faire de l'argent. Pour que le capitalisme puisse s'épanouir pleinement, il faut inculquer cette mentalité, y éduquer des masses d'abord rétives.

Weber est perplexe face à ce comportement irrationnel. Qui sont ces individus qui ne répondent pas aux incitants, qui ne sont pas mus par l'appât du gain, qui sont si peu « économiques » ? Weber aurait pu approfondir cette piste et ajouter ceci : pour que le capitalisme fonctionne, il faut faire vouloir consommer davantage, donner le goût d'avoir plus. Pour ces ouvriers, 3 marks suffisaient. Ils voulaient préserver du temps pour la dépense, la famille, le divertissement et le repos. Weber aurait pu dire : le capitalisme pour survivre doit brouiller la frontière entre besoin et désir. Il doit faire ressentir que ce qui est un désir est en fait un besoin qu'on doit absolument satisfaire. Le capitalisme doit créer des besoins artificiels afin que le travailleur fasse le choix de travailler toujours plus.

Au moment même où Weber élabore son "Ethique protestante", l'Amérique découvre un auteur iconoclaste, économiste inclassable d'origine norvégienne : en 1899, Thorstein Veblen publie sa « Théorie de la classe de loisir ». Veblen démontre l'importance de la consommation ostentatoire : le consommateur consomme du superflu, achète des produits de luxe pour « en jeter », pour envoyer un signal à chacun sur son statut social. Veblen dit : « Pour s'attirer et conserver l'estime des hommes, il ne suffit pas de posséder des richesses, il faut encore les mettre en évidence". Pour s'attirer l'estime des autres, il faut montrer ce que l'on a, il faut dépenser. Mais il faut relever que ces propos ne concernent que la classe pécuniairement supérieure comme il l'appelle, la haute bourgeoisie. C'est presque l'inverse de la consommation de masse que l'on connaît depuis un demi-siècle chez nous. Selon lui, c'est pour se distinguer, et non pour imiter, que l'on consomme de manière ostentatoire tout

comme le font les m'as-tu-vu. Weber a peut-être occulté la dimension de la consommation dans son travail parce que, à cette époque de l'émergence du capitalisme, la consommation n'était pas encore une consommation de masse.

Deuxième lacune chez Weber : il n'a pas associé l'émergence du capitalisme avec la marchandisation du monde. Or, nous voyons que tout devient objet d'échange, tout ce qui auparavant échappait à la mise en commerce est progressivement marchandisé afin d'alimenter le système. Weber manque cette dimension bien que, là encore, il s'en approche. Dans un passage d'« Economie et société », ouvrage de 1922, il imagine comment le capitalisme a pu naître. Au départ, nous dit-il, les rapports des individus les uns aux autres étaient réglés par la tradition, par les coutumes, ou ce que les parents faisaient. Le monde marchand était immobile, et relativement immuable. Mais voilà soudain que le fils d'un marchand de textile qui, au lieu de faire comme son père et son grand-père ont toujours fait, va chez le producteur de coton et chez ses clients pour tenter de maximiser le gain tout au long de la chaîne: il veut un coton de meilleure qualité, des quantités plus importantes, et satisfaire mieux les goûts des clients pour en attirer à lui davantage (nous dirions aujourd'hui: "augmenter ses parts du marché"). Qu'un seul d'un coup se mette en tête de progresser ainsi, et tous les autres sont alors obligés de l'imiter et de transformer eux aussi leur manière de produire le tissu, d'augmenter leur marge bénéficiaire pour supporter cette nouvelle concurrence. Quand Weber dit que le capitalisme est une recherche constante du profit, il oublie d'ajouter qu'il implique de scruter autant que possible la vie quotidienne pour apercevoir la manière de faire plus de profit. Tout ce qui peut rapporter par la mise en circulation dans le circuit marchand est appelé forcément à devenir marchandise.

Cette marchandisation progressive est le thème dominant de l'ouvrage majeur de Karl Polanyi, « La grande transformation », qui paraît en 1944. Il y montre comment le travail, la terre, et la monnaie sont progressivement devenus des biens marchands. Le colonialisme, dénonce-t-il, a été également une manière de s'étendre sur de nouveaux territoires, de les transformer en marchés captifs. La marchandisation du monde est à présent banalisée et l'on assiste à des comportements de plus en plus bizarres. Par exemple, au hasard de mes lectures, je cite ces étudiants qui ont commencé à louer leur front à des publicitaires qui y voyaient une occasion de profit. Ou encore, en Afrique du Sud, une entreprise qui loue des services de gens de maison avec cette particularité que les prestataires de services prestent nus. Rien, semble-t-il, ne semble plus en mesure d'échapper à cette marchandisation devenue sans limites.

Ces deux aspects manqués, ou sous-estimés, par Weber -- à savoir la nécessité d'encourager une consommation plus grande pour que le capitalisme libéral se maintienne, et la nécessité d'étendre la sphère marchande --, sont justement deux apories majeures de notre système capitaliste. D'abord, le capitalisme court le risque d'une crise liée à la surproduction s'il ne développe pas parallèlement des marchés solvables qui puissent absorber l'excès de production. Cette crise était anticipée par Karl Marx, qui en déduisait l'inévitabilité de l'écroulement du mode capitaliste d'exploitation, pris au piège de ses propres contradictions. Mais on n'en a tiré que tardivement les conséquences, à partir du second tiers du 20<sup>ème</sup> siècle. Ensuite, nous sommes en crise face à l'absence de prise en compte des limites des capacités

de la planète. On a répondu à la première question en accentuant le deuxième problème auquel on n'a pas apporté de réponse.

L'Etat Providence a connu deux phases sur le plan intellectuel. La première correspond aux grandes lois sociales des années 1880-1890. Ces premières lois sociales étaient motivées par un sentiment de justice sociale et par une préoccupation politique : éviter que les travailleurs ne soient tentés par la solution socialiste ou communiste. Noyer le mouvement socialiste était bien l'ambition des lois sociales de Bismarck, érigées dans un souci de cooptation des classes ouvrières par le système capitaliste. C'est aussi cette revendication qu'exprime le slogan « il faut faire partager les fruits de la croissance », très en vogue dans les milieux syndicaux, et au-delà, au cours des dites trente glorieuses -- ces années 1945-1975 où la croissance se situait entre 3 et 4 % l'an.

Mais en réalité, à partir de 1937 aux Etats-Unis avec le second New Deal, et à partir de la seconde guerre mondiale en Europe, un troisième argument proprement économique est venu s'ajouter : les politiques sociales redistributives sont un instrument de croissance économique permettant de conduire des politiques macroéconomiques qui soient plus résilientes à la dépression, d'avoir des politiques contre-cycliques, de relancer par la stimulation de la demande la machine économique lorsque celle-ci est enrayée. Keynes donnera la plus forte démonstration intellectuelle de cette utilité économique des politiques sociales, mais il n'en a pas la paternité. Nous retrouvons plutôt des intellectuels tels que Simon Patten avec « La théorie de la prospérité » (1902), John Maurice Clark avec « The Economics of Planning Public Works » (1935), ou encore Stuart Chase « The New Deal » (1932). Ces trois auteurs anticipent l'idée qu'il faut relancer la consommation, stimuler la demande par des politiques sociales généreuses. Simon Patten dit en effet « celui qui n'épargne pas est plus important que celui qui épargne ». Il s'agit du même discours que Keynes avec sa fameuse apologie de l'euthanasie des rentiers. Ces auteurs appelaient à la consommation de masse qui va se mettre en place à partir de 1945.

Nous en sommes là. Avec deux prisons : une pour le producteur, une pour le consommateur. Elles sont étroitement dépendantes l'une de l'autre. Celle du producteur, comme Weber l'avait bien vu, force chacun comme agent économique à être au moins aussi productif que le concurrent immédiat dans une course sans fin vers la rentabilité maximale sous peine de disparaître. C'est une course irrationnelle source de malheur, de vies perdues. Weber est très sensible à cette folie de la compétition économique dans laquelle nous sommes pris : être performant ou mourir.

Et puis il y a, en miroir, la cage du consommateur : il est condamné à prendre ses désirs pour des besoins, il doit acquérir ce qui peut lui assurer un statut aux yeux d'autrui et à s'inscrire dans le processus destructeur du pillage des ressources de la planète bien que cette complicité puisse, de temps en temps, à l'époque des remords et à l'époque du printemps, le dégouter. Jean Baudrillard décrit bien cette cage dans « La société de consommation », son livre de 1970 qui est un reflet fidèle de l'écœurement que commence à produire à cette époque la toute-puissance des objets -- leur emprise sur nous-mêmes, qui en sommes devenus esclaves.

Ces cages, ces colonies pénitentiaires du producteur et du consommateur, sont imposées par le système, par ce que Weber appelle « le cosmos de l'ordre économique moderne », et ne sont pas les résultats d'une mythique nature humaine tournée vers le gain et la consommation. Au contraire, les études psychologiques montrent que ce qui nous est naturel c'est la coopération, l'interaction, l'échange, le partage.

La question pour nous est: comment rompre ces chaînes, sortir de ces prisons et assurer la transition écologique requise, sachant que l'économie verte et les technologies propres ne seront pas suffisantes ?

On parle en effet beaucoup de croissance verte. Je suis en faveur d'une économie moins gourmande en énergie et en ressources mais cela manifestement ne suffira pas. D'abord pour des raisons strictement comptables. Les travaux de Tim Jackson, docteur honoris causa de l'UCL, montrent, chiffres à l'appui, que les technologies vertes ne seront pas suffisantes. Rappelons quelques chiffres : depuis 1990, moment où on a pris conscience du changement climatique, l'intensité en carbone de la croissance à l'échelle mondiale a diminué de 0,7% par an. On croît de manière plus verte chaque fois; des technologies "propres" peu à peu voient le jour. Mais en même temps, la population mondiale continue de croître à un niveau de 1,3% par an et la consommation moyenne par chacun croît de 1,4% par an. Le calcul est vite fait : chaque année l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère est de 2% ( $1,3\%+1,4\%-0,7\%$ ). Les technologies vertes, pour désirables qu'elles soient, ne suffisent pas pour compenser la croissance démographique ou l'augmentation de la consommation moyenne par habitant.

Un autre argument remet en question la croissance verte en tant que panacée. A chaque économie d'énergie due aux technologies plus vertes, par exemple une voiture plus propre qui consomme moins au km, les gens libèrent une réserve d'argent qu'ils utilisent, en partie au moins, dans une consommation nouvelle. Il y a donc une importante "fuite" qui résulte de ce que, si l'on consomme moins dans un domaine de l'existence, l'on possède davantage de ressources pour consommer plus, même si c'est d'autre chose.

Tels sont les termes du problème qui nous est posé par les organisateurs du Forum One People One Planet. Comment sortir de ces cages de manière collective qui puisse assurer une transition écologique ? Je n'ai pas de solutions, j'ai quelques intuitions, certaines très fragiles.

Première intuition : pour assurer cette transition, nous devons tendre vers des politiques redistributives, vers l'égalité des conditions matérielles. Je crois cela essentiel pour trois raisons.

D'abord, compte tenu de l'insuffisance de l'économie verte, il faudra partager les coûts d'une transition. C'est la première raison. Il ne s'agit plus seulement de partager les fruits de la croissance, mais de partager les sacrifices. Nous devons aller vers une mobilisation des efforts: une économie de guerre si l'on veut, sans la guerre. Les politiques que l'on met en place à cet effet doivent être vécues comme légitimes. Or, elles ne pourront l'être que si elles sont équitablement réparties entre tous.

Deuxièmement, l'égalité des politiques redistributives permet de limiter l'urgence de la croissance économique. Très largement, la croissance a justifié de ne pas redistribuer les revenus. En effet, on pouvait accepter les inégalités, le fait que le patron gagne 20 fois plus que ses employés, parce que la croissance nous promettait de faire toujours mieux. Elle a été un substitut à une véritable égalisation des conditions matérielles, notamment des revenus. Promouvoir l'égalité c'est retirer à la croissance son statut d'idole.

Troisième argument : l'égalité réduit la surconsommation qui est liée à la recherche de la reconnaissance sociale. La surconsommation dont nous sommes victimes, malades, dépendants est liée à un souci de positionnement social. Ce n'est pas seulement le cas des classes possédantes de loisir, c'est le problème de chacun de nous. Mes collègues universitaires ont réalisé une expérience sur un échantillon représentatif de participants en leur demandant de choisir entre être relativement moins bien positionné dans une société A, riche, donc avec de bons revenus mais dans laquelle beaucoup de gens ont des revenus meilleurs que les leurs, ou d'être plutôt mieux positionné dans une société B, plus pauvre en moyenne mais où ils se trouveraient personnellement beaucoup plus riches que la moyenne de cette société. Plus de la moitié des participants étaient prêts à sacrifier 50% de leur revenu pour être mieux positionné dans la hiérarchie sociale. Ils trouvent mieux d'être relativement riche dans un pays à bas revenus que d'être relativement pauvre dans un pays comme le nôtre. On désire plus pour ne pas être déclassé socialement et non pas parce qu'on a besoin d'avoir plus.

Promouvoir une plus grande égalité est une manière d'arrêter cette course folle à la surconsommation où chacun veut avoir un jardinnet plus grand que celui de son voisin. Au lieu d'opposer les objectifs de la social-démocratie où l'on veut favoriser l'accès du plus grand nombre à la consommation, à la transition vers l'économie stationnaire ou de la décroissance, il faut montrer la complémentarité de ces démarches : cette complémentarité est réelle, pourvu que l'inclusion sociale soit définie en termes relatifs plutôt qu'absolus de la consommation. Deuxième intuition : à mes yeux, il faut une politique du genre. J'avoue que c'est un sujet difficile à traiter et sur lequel j'avance à tâtons. La nécessité d'une politique de genre tient d'abord à ce que la libération des femmes du carcan dans lequel elles sont insérées a un rôle à jouer dans la transition vers une société de moindre consommation. En effet, le corps de la femme, l'esthétique de la femme joue un rôle majeur dans la publicité, dans la consommation. L'impératif d'être belle est un impératif devenu religieux, sacralisé. Baudrillard a de belles pages là-dessus dans « La société de consommation ». Tout est érotisé : nos choix alimentaires, l'endroit où l'on part en vacances, les loisirs que l'on pratique, tout cela est dicté à la femme par ce qu'on attend d'elle, « qu'elle soit physiquement ». Pour cette raison déjà, on ne peut échapper à la question féministe dans la recherche d'une transition.

Mais il y a plus. Historiquement, les femmes ont été cooptées dans le monde du travail parce que les hommes se faisaient concurrence entre eux. Des études ont montré que les pays où les femmes sont les plus nombreuses à vouloir rejoindre le marché du travail sont ceux où les différences de revenu sont les plus fortes. Quand les hommes sont dans une concurrence forte, la femme veut compléter les revenus et l'aider dans cette compétition qui n'est pas facile à

gagner. Les femmes sont, comme les hommes, victimes d'une compétition qu'elles ont rejointe en cours de route. Notons que l'accès au travail pour les femmes représente aussi une chose positive, synonyme d'émancipation.

Enfin, la compétition économique récompense et valorise des comportements qui sont associés, dans nos imaginaires et subconscients, à la virilité masculine. Pierre Bourdieu dans « La domination masculine » dit en 1998 qu'on attend des personnes qui décident dans la vie économique qu'elles aient des attitudes viriles, qu'elles aient le courage d'imposer des plans sociaux, d'être fermes, tant pis pour les larmes. Un psychologue du travail comme Christophe Dejours constate aussi que ce sont ces valeurs-là qui sont populaires dans le monde de l'entreprise.

Pour ces différentes raisons, une politique du genre doit faire partie de la transition. La solution n'est pas bien entendu de diaboliser la virilité et sanctifier la féminité, il ne s'agit pas non plus de sauver la femme de l'instrumentalisation de son corps par la publicité, ou de la sauver de sa cooptation par le monde du travail, source pour elle d'émancipation et d'indépendance économique -- mais il nous faut poser la question des rapports hommes-femmes et celle des activités traditionnellement associées soit aux femmes soit aux hommes.

Nouer des contacts avec les voisins, préparer des diners, s'occuper des enfants, des personnes âgées, ces activités sont sous-évaluées, sous-valorisées, voire méprisées dans nos sociétés, parce que ce sont les activités traditionnellement confiées aux femmes. Au contraire, on valorise un homme qui part tôt et revient tard, qui gagne de l'argent parce qu'il marchandise le service qu'il rend à la société. Il faut donc revaloriser les fonctions traditionnellement associées à la femme et partager ces fonctions comme l'on partage le travail. C'est une manière de déconstruire cette opposition de valeur entre la sphère domestique et la sphère du travail. Il faut une civilisation de l'homme par la femme : que les hommes apprennent des femmes, dans une "déprogrammation" qui peu à peu, pourra le faire sortir du piège de la compétition économique infinie. Nous, hommes, sommes des handicapés sociaux s'agissant de toutes les activités que les femmes ont habituellement exclusivement pratiquées. Il faut y répondre par une véritable rééducation.

Troisième intuition : il faut une politique de la socio-diversité -- j'emprunte cette belle expression à mon collègue et ami Christian Arnspenger. J'entends par là la promotion d'alternatives, de modes de vie plus soutenables, de solutions locales à petite échelle qui doit avoir la possibilité de s'épanouir, de faire école progressivement, de dessiner les chemins d'une alternative pour la société entière. Je pense à des micro-expériences, des micro-projets, par exemple les circuits d'alimentation courts, les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne en France, les systèmes d'échange locaux, le mouvement de la simplicité volontaire, les jardins communautaires -- des habitants qui se mettent ensemble pour cultiver de petits lopins de terre dans la ville --, ...

Ces microprojets sont importants pour trois raisons. D'abord, nous savons que la trajectoire actuelle est insoutenable mais nous ne connaissons pas le scénario de sortie. Comme nous n'avons pas de plan, nous devons expérimenter et encourager ces expériences locales afin qu'elles puissent être reproduites par d'autres, bref accélérer l'apprentissage dans la société.

Ensuite, ces micro-projets sont importants parce que nous avons perdu notre capacité d'imagination. Comme le dit André Gorz, nous avons investi dans des technologies qui libèrent le temps mais nous ne savons que faire de tout ce temps libéré. Absence d'imagination, de créativité, d'opportunité de s'investir dans autre chose que le travail. Dans un texte de 1928, « Perspectives économiques pour nos petits enfants », Keynes dit : « nous avons été trop longtemps dressés à payer et non à jouir. Nous avons oublié comment occuper nos loisirs, comment faire autre chose du temps libéré par les progrès techniques que de travailler encore plus pour gagner encore plus ». La seule option que nous avons, quand nous ne travaillons pas, c'est de consommer. Il faut changer cela et c'est le projet que j'ai évoqué, par exemple, avec les jardins communautaires.

Enfin, en favorisant ces initiatives locales, on recrée des liens sociaux, une communauté. C'est important comme fin en soi. En effet, une étude récente montre que parmi tous les facteurs auxquels on attribue généralement une mortalité précoce, comme la consommation d'alcool, de tabac, le facteur clé est l'absence de liens sociaux. Il est d'une importance vitale pour nous d'avoir des contacts les uns avec les autres. De plus, recréer des liens sociaux a une valeur instrumentale : ces micro-projets de quartiers permettent à chacun d'être considéré non plus pour ce qu'il possède mais pour la personne qu'il est. On est connu comme une personne qui rend service, une personne qui a partagé ses recettes, une personne qui a enseigné à planter le chou, pour les services que l'on rend et les compétences qu'on a développées. C'est donc une manière de réduire la consommation ostentatoire.

Pour terminer, voici quatre propositions à soumettre au gouvernement et qui favoriseraient ces processus.

Proposition 1 : les gouvernements doivent favoriser l'expérimentalisme en aidant les ingénieurs sociaux qui prennent l'initiative de ces micro-projets à surmonter les obstacles qu'ils rencontrent. Si des voisins veulent un jardin communautaire, il faut chercher avec eux comment l'installer, quel soutien leur donner. Si des paysans veulent vendre directement leurs produits sur les marchés de villes, il faut les aider, ...

Proposition 2 : Les gouvernements doivent créer les incitants économiques qui récompensent les modes de vie sobres, soutenables et qui soient dès lors des encouragements à innover. Imaginons, par exemple, des crédits carbone individuels. Chacun reçoit une quantité X de carbone à dépenser sur l'année, et à la fin de la période, les personnes qui disposent d'un quota non utilisé seraient récompensés par un fonds financé par les personnes qui ont excédé leur quota. Cela contraindrait chacun à se rationner et les personnes qui dépensent plus paieraient davantage. D'autres incitants pourraient être les principes de tarification progressive pour l'eau, l'énergie. On paierait un prix très bas pour un premier volume consommé mais un prix de plus en plus élevé par unité supplémentaire. Or, aujourd'hui, plus vous consommez plus bas est le tarif. Ainsi, les entreprises payent leur électricité moins chère que vous. Il faut inverser cette logique et payer d'autant plus que l'on consomme davantage. C'est notamment une proposition qu'a soutenue Hervé Kempf.

Proposition 3 : Le gouvernement doit offrir des services publics qui permettent de contourner les achats et la consommation de biens privés. Il donnera un sens aux loisirs à travers ces

services publics. Je pense à des vélos en libre service, au système cambio pour les voitures, au partage des tondeuses à gazon, ... Les municipalités pourraient permettre d'emprunter une tondeuse à gazon un après-midi tous les 15 jours. Pourquoi tous les ménages devraient avoir la leur ? Je pense aussi à des activités culturelles comme le théâtre et le cinéma qui permettent de redonner sens à ce temps non utilisé par le travail et qui est aujourd'hui ressenti comme un temps vide, un temps mort, un temps qu'on n'arrive pas à meubler de manière significative.

Proposition 4 : Le gouvernement doit, de manière systématique, évaluer l'impact de ses politiques à travers des indicateurs de développement durable. Aujourd'hui, c'est par l'impératif de la croissance du PIB que nos gouvernements sont obsédés. Il faut d'autres indicateurs. Cette exigence est connue notamment grâce aux travaux et à la réflexion de Isabelle Cassiers à l'UCL. Il faut maintenant passer des travaux universitaires à la mise en pratique par les gouvernements. De plus, l'utilisation de ces indicateurs doit faire l'objet d'un monitoring, d'un suivi indépendant pour que les gouvernements se sentent obligés de rendre des comptes, de justifier leurs choix lorsque manifestement les politiques qu'ils conduisent vont à rebours des indicateurs de développement durable.

Je voudrais conclure cette conférence en quelques mots. Dans les débats sur les transitions à effectuer, nous oscillons sans cesse entre la reconnaissance de la nécessité d'une planification (voire d'une planification quasi autoritaire), d'une part, et l'épanouissement des initiatives privées: d'un côté, on sait que le pilotage automatique par le marché ne marche pas ; mais d'un autre côté, il y a l'aveu que nous ne savons pas ce qu'il faut faire -- nous devons nous laisser surprendre, nous savons qu'il faut récompenser l'initiative des acteurs dispersés de la société. Un deuxième dilemme permanent dans ces débats, concerne l'opposition entre l'idée d'une réforme patiente et lente qui nous épargne la douleur d'un bouleversement radical et la crainte, d'autre part, que les choses ne bougent pas assez vite, et qu'il faut une révolution.

Il me semble que, pour aller vers la transition, il faut rejeter ces dichotomies. Piloter la transition c'est favoriser le changement, l'orienter sans que le détail de chaque étape puisse nécessairement être connue d'avance. C'est aussi refuser d'opposer la réforme au bouleversement radical. Il faut arrêter d'opposer les changements modestes, les expériences collectives à petite échelle au grand bouleversement de l'édifice. La transition est un art qui relève plus de la musique que de l'architecture. Ce n'est pas seulement la construction finale à laquelle on va être attentif, le modèle vers lequel on tend. Ce qui doit nous mobiliser, c'est chaque étape, chaque microprojet qui a son importance dans ce qu'il peut apprendre aux autres. Dans la partition musicale, ce n'est pas seulement la dernière note qui compte, mais chacune des notes qui forment la partition. Les deux jours du Forum One People One Planet, ce sont quelques notes d'une partition mais ce sont des notes qui, si elles n'étaient pas là, ne verraient jamais cette partition émerger.

Je vous remercie.